

Bilan de comité d'orientation
États généraux de l'action et l'analyse féministes
2011 – 2013

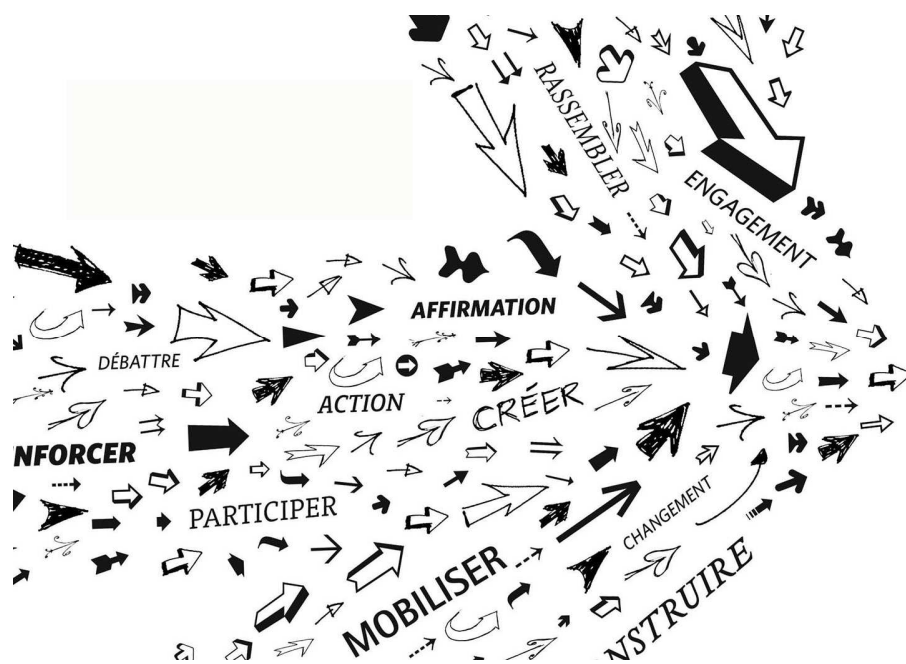


Table des matières

Origines des États généraux.....	p.3
Étapes de la démarche.....	p.5
Principes qui ont guidé la démarche.....	p.6
Actrices de la démarche.....	p.7
Une société féministe à construire.....	p.8

Quelques mois après la fin de la démarche des États généraux de l'action et de l'analyse féministes (EG), qui s'est déroulée du 11 mai 2011 (colloque de lancement) au 17 novembre 2013 (forum de clôture), le comité d'orientation souhaite partager son bilan de cet exercice féministe démocratique. Nous sommes

convaincues que la démarche, tout comme les propositions qui en ressortent, sauront inspirer des féministes engagées dans les milieux de l'action collective, de l'intervention, de la recherche, de la politique, des arts, du travail et de toutes les autres formes de militance. Nous osons penser que quiconque se soucie de l'avenir de la société trouvera dans ces quelques pages des pistes concrètes pour penser et agir en solidarité avec les féministes face aux grands enjeux de notre époque.

Nous osons penser que quiconque se soucie de l'avenir de la société trouvera dans ces quelques pages des pistes concrètes pour penser et agir en solidarité avec les féministes face aux grands enjeux de notre époque.

Pour mieux dresser notre bilan de la démarche et des pistes d'action qui en ressortent pour les féministes et l'ensemble des mouvements sociaux progressistes, nous reviendrons sur l'origine et les objectifs de cette démarche avant d'expliquer comment elle s'est construite, qui elle a rejoint, quels en sont ses résultats et les suites à donner.

Origines des États généraux

3

Le déni dont font l'objet les injustices auxquelles les femmes sont encore confrontées dans notre société est palpable. Le mythe de l'égalité déjà atteinte a tendance à éroder l'urgence et la nécessité d'agir. Pourtant, l'égalité et la justice pour toutes les femmes sont loin d'être acquises. La violence, le sexisme ordinaire, la précarité, l'exclusion, les stéréotypes et les pressions sociales opèrent de façon insidieuse pour limiter la liberté des femmes. On entend souvent des représentant.e.s des sphères politiques, économiques ou médiatiques affirmer l'importance de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la société québécoise, tout en évitant de s'engager quant aux grandes priorités du mouvement féministe autonome.

Or, pour le mouvement féministe, c'est ce mythe de l'égalité acquise qui invisibilise, remet en question ou sous-estime le travail qu'il reste à faire. Le projet féministe de société est ambitieux car il ne s'arrête pas à l'égalité. **Il cherche à éliminer toutes les formes de dominations, d'inégalités et de privilèges entre hommes et femmes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples.** C'est ce que nous avons tenté de mettre de l'avant dans le cadre des nombreux événements réalisés pendant ces deux années et demie. Cette démarche ne s'inscrivait pas dans une logique revendicatrice, mais plutôt dans la construction collective d'un véritable projet féministe de société, à travers une remise en question de nos pratiques.

Le mouvement féministe constate que le capitalisme globalisé fragilise les acquis en augmentant les inégalités entre les hommes et les femmes, mais aussi entre les femmes elles-mêmes, en renforçant

la division sexuelle du travail à tous les niveaux (tant rémunéré que non-rémunéré). Il affaiblit les espaces démocratiques et précarise les conditions de vie et de travail des femmes. Le mode de production capitaliste compte sur l'exploitation de la population, la marchandisation des femmes, du bien commun et des ressources naturelles, menace la paix, la justice sociale et la biodiversité. L'insécurité prend le dessus et touche d'abord les femmes, et de façon plus marquée celles qui sont les plus marginalisées.

Aux insécurités montantes, partout, viennent s'ajouter un renforcement des politiques conservatrices sur les plans sociaux, économiques, politiques et religieux, la montée de l'intolérance, du nationalisme identitaire et de l'extrême droite. Ces pratiques engendrent une plus grande prise de contrôle sur les femmes, réduisent leur accès à l'égalité, aux ressources et à l'exercice de leurs droits fondamentaux.

Les liens entre les divers systèmes opprimant les femmes sont nombreux et nous poussent à développer une vision globale du changement à opérer et à revoir nos stratégies. Le mouvement féministe veut aller plus loin. Il ne se contente pas d'identifier les aménagements. Ainsi, les femmes du monde entier sont appelées à réinvestir la citoyenneté, l'espace public et la militance, car l'État ne sera pas l'initiateur des changements profonds auxquels aspire le mouvement féministe. Souvent, les politiques de l'État sont les sources mêmes des inégalités, ou tendent à les renforcer en les ignorant tout simplement. La démarche des EG visait à permettre aux féministes de développer de nouvelles pratiques et de nouvelles perspectives sur les moyens à mettre en place pour qu'un véritable projet féministe de société puisse émerger et se développer.

Par ailleurs, les EG se voulaient un espace de réflexion et de débat sur les nouveaux enjeux féministes et les défis peu connus ou perçus comme marginaux (n'affectant pas la majorité). Qu'entend-t-on par une approche dite d'écologie féministe? Comment le féminisme s'articule-t-il avec les luttes contre le colonialisme, le racisme, le capacitisme? Comment renouveler nos stratégies et analyses face aux impacts des stéréotypes, représentations, violences et normes sociales? Comment le capitalisme interagit-il avec et renforce-t-il le système patriarcal? Le travail rémunéré, qui est au cœur de la lutte pour l'autonomie économique des femmes, s'inscrit dans un système économique capitaliste et productiviste. Comment alors poursuivre ou réorienter la lutte pour que les femmes puissent obtenir une réelle autonomie économique à l'intérieur ou au-delà du système capitaliste actuel? Doit-on reprendre les débats sur la place du salariat en lien avec l'autonomie économique des femmes? Quelle place y a-t-il au sein du mouvement féministe pour lutter contre la lesbophobie, l'hétérosexisme, les discriminations et les violences basées sur l'identité de genre? Comment faire reculer toutes les formes de violences vécues par les femmes tout en poursuivant les débats entourant la question de la prostitution/travail du sexe? Quelle analyse féministe peut-on faire des effets du développement des régions, par exemple avec le Plan Nord, ou plus largement avec l'exploitation des ressources naturelles et le non-respect des droits fondamentaux des peuples autochtones? Comment les féministes souhaitent-elles investir ou repenser les médias sociaux, les débats publics, la démocratie participative? Comment les féministes pensent-elles la question de la diversité des tactiques et le rôle de l'État? Voilà certaines des grandes questions que le mouvement féministe s'est posées dans le cadre des EG.

20 ans après le Forum *Pour un Québec féminin pluriel*, il était donc temps pour les féministes progressistes de toutes tendances de se doter d'un espace pour faire le bilan des 20 dernières années du mouvement féministe au Québec, définir collectivement les enjeux actuels et adopter des perspectives d'avenir permettant d'orienter l'action du mouvement à long terme et dans toute sa diversité.

Étapes de la démarche

La démarche des EG a été lancée à l'initiative de la Fédération des femmes du Québec. La FFQ en a assuré la coordination à toutes les étapes. Les EG ont débuté par un colloque de lancement, rassemblant près de 350 femmes à Montréal en 2011, où a été mis sur pied le Comité d'orientation des EG, composé de membres élues sur une base individuelle par les féministes présentes. Le processus a par la suite été alimenté d'une consultation nationale pour dresser le bilan du mouvement féministe des 20 dernières années, d'un deuxième colloque à Québec en 2012, puis d'une tournée de la FFQ dans les régions en 2012 et 2013. Sept tables de travail se sont ensuite penchées sur des enjeux définis collectivement. **Des milliers de femmes ont contribué avec leurs idées, leurs passions et leurs indignations à nourrir les propositions qui ont été au cœur des échanges lors du Forum de clôture des États généraux en novembre 2013.**

À partir d'une analyse de la conjoncture actuelle, nourrie par les résultats de la consultation sur le bilan des 20 dernières années, les 300 femmes réunies en colloque en 2012 à Québec ont identifié sept défis à relever, correspondant à autant de nœuds rencontrés par le mouvement dans l'avancement d'une société juste et égalitaire. Suite à cet important travail collectif de débroussaillage, sept tables de travail regroupant des militantes de tous horizons ont été mises sur pied, afin de pousser les réflexions sur chaque défi et identifier des pistes de solution. Elles ont déposé leurs rapports au Comité d'orientation en juin 2013.

Le Comité d'orientation a par la suite fait une synthèse de ces rapports, en tenant compte des réflexions soumises par divers moyens : sur le site web des EG, lors de la tournée des régions et lors des consultations et événements préalables. Toutes ces réalisations ont permis de faire connaître les réflexions féministes actuelles et de former collectivement les participantes sur ces thématiques, dont certaines n'avaient jamais été au centre des enjeux féministes. La participation de femmes plus marginalisées a notamment permis de décentrer les enjeux soumis à la réflexion collective et de davantage tenir compte de l'intersection des différents systèmes d'oppression dans la vie des femmes.

Les propositions rassemblées dans un cahier de propositions ont été diffusées, notamment sur le [site Internet des EG](#), six semaines avant d'être débattues, modifiées et adoptées par près d'un millier de femmes rassemblées au Forum des EG à Montréal en novembre 2013. Malheureusement, par manque de temps, il n'a pas été possible de procéder à l'adoption de toutes les propositions soumises aux débats.

La participation des femmes autochtones à la démarche des États généraux s'est faite notamment à travers celle de Femmes autochtones du Québec (FAQ) aux travaux du comité d'orientation et celle de représentantes de FAQ aux tables de travail. Cette participation a été basée sur une volonté de tisser des solidarités plus importantes avec le mouvement des femmes non autochtones dans un rapport égalitaire, de nation à nation. Elle visait à créer des espaces de dialogue et d'apprentissages mutuels, et à réfléchir ensemble sur la place des femmes et des enjeux autochtones au sein du mouvement féministe au Québec.

Dès le début de la démarche des EG, nous avons jeté les bases d'une participation diversifiée, inclusive et démocratique. D'entrée de jeu, le CO a tenté de mettre en place une approche de travail évolutive qui s'appuie sur l'apport de toutes les militantes et participantes à la construction du projet. Au lieu de produire des contenus « ficelés » à l'avance, les participantes ont été appelées à construire les sujets de réflexion et de débat dans le cadre de démarches préliminaires. Il n'y a pas eu de présentations d'expertes, mais une prise en charge collective du contenu à développer. Toutes les étapes de la démarche ont servi à en construire le contenu à partir des acquis de l'étape précédente. Nous avons appelé cette façon de faire la « co-construction ». À toutes les étapes des EG, cette démarche devait favoriser un dialogue permanent et constructif entre les féministes y prenant part. Elle impliquait aussi une déconstruction de certaines façons de faire et une ouverture face aux imperfections engendrées par l'expérimentation de nouvelles pratiques. L'objectif d'une telle démarche est de stimuler un réflexe d'appropriation des résultats par les militantes qui y participent. Cette approche vise à démocratiser la création de contenu. Cela étant dit, l'approche implique davantage d'imprévus et d'ajustements, puisque les thématiques et les contenus ne sont pas organisés de manière centralisée.

Nous avons voulu mettre sur pied une démarche collective, décentralisée et ouverte à toutes les féministes pour identifier ensemble les éléments à inclure dans la réalisation d'un projet féministe de société. Sans aucun doute, les États généraux de l'action et de l'analyse féministes ont constitué un exercice de démocratie participative majeur, parfois remis en question et contesté, certainement imparfait, mais clairement audacieux.

Principes qui ont guidé la démarche

Les valeurs qui ont animé les EG sont celles de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité : la liberté, la paix, l'égalité, la justice et la solidarité. Nous nous sommes donné des moyens pour nous assurer que le processus des EG soit placé sous le signe de l'inclusion, de l'accessibilité, de la démocratie, de la diversité, et qu'il soit l'occasion de débats respectueux, afin d'assurer la participation pleine et entière de toutes les féministes. Au cœur de ces préoccupations, nous avons placé les multiples oppressions causées par les rapports de pouvoir à l'œuvre dans nos sociétés et à l'intérieur du mouvement féministe.

Un texte fondateur posant les grands principes de la démarche a été rédigé par les membres du Comité d'orientation dès ses premières rencontres. Ce texte a constitué une véritable boussole à différents moments et a guidé les choix du Comité d'orientation lors des rassemblements, de la mise sur pied des tables de travail ou encore de l'organisation du Forum de clôture pour s'assurer de créer des espaces qui soient des plus inclusifs, respectueux et ouverts à la diversité des féministes et des féminismes.

Actrices de la démarche

Animées par le désir de favoriser la participation du plus grand nombre de féministes, nous avons voulu proposer une diversité de plateformes pour participer aux réflexions des États généraux. Ainsi, des femmes de toutes les régions du Québec ont pu prendre part au processus. Des femmes d'origines, d'âges, de langues et de milieux d'engagement divers y ont contribué par la richesse de leurs réflexions. Des femmes représentant *Femmes autochtones du Québec* ont aussi pris part aux travaux tout au long de la démarche. Tant le Comité d'orientation que le groupe *Femmes autochtones du Québec* souhaitaient que les EG se tiennent sous le signe d'une relation d'égaux à égaux, de nation à nation, à construire, unies dans le combat contre toutes formes de domination et d'injustice vécues par les femmes.

Nous avons tenté de mettre en place les conditions favorables à la mise en œuvre réelle de nos principes fondateurs que sont l'inclusion, la participation pleine et entière de féministes de toutes convictions, la présence d'une diversité de femmes et d'approches et l'accessibilité de la démarche. Pour faciliter la participation de toutes, les réflexions se sont faites à travers une diversité d'espaces de partage : des vidéos, textes, conférences, ateliers d'éducation populaire, webinaire, etc. Les outils ont été multipliés pour favoriser l'appropriation du matériel par toutes. Nous avons activement tenté de créer de nouvelles dynamiques en ouvrant des espaces de discussions sur des thèmes souvent marginalisés dans la société et au sein même du mouvement féministe, en s'assurant d'une diversité parmi les porte-parole de la démarche, ou en rendant ces espaces accessibles à toutes (interprétation en Langue des signes du Québec, accessibilité universelle, travail avec les femmes en régions, etc.) Ces gestes concrets marquent une prise en compte réelle des multiples systèmes d'oppression à l'œuvre dans la vie des femmes et dans le mouvement féministe.

Bien entendu, tous les réseaux féministes n'ont pas pris part à chacune des étapes de la démarche. Par sa nature décentralisée, le processus a d'abord intéressé les femmes issues des groupes de base et les militantes individuelles passionnées par des thématiques abordées par les tables de travail. La démarche proposée de co-construction n'a toutefois pas su interpeller certains groupes et militantes, dont les fonctionnements et les pratiques semblaient moins s'adapter au processus établi. Au final, la vaste majorité des organisations féministes autonomes et des comités de condition féminine des syndicats se sont mobilisés pour participer activement aux débats lors du Forum.

Évidemment, des difficultés se sont posées. Certaines ont trouvé la démarche trop intellectuelle ou ont été déçues des thématiques retenues. D'autres se sont montrées réticentes à l'adoption de l'approche intersectionnelle pour guider le travail et développer une analyse plus globale, qui tienne compte de l'ensemble des systèmes d'oppression et de leurs impacts sur les femmes. Certaines thématiques n'ont pas pu être développées pendant la démarche, faute de consensus ou faute de temps. Le comité d'orientation ne s'était pas donné comme objectif d'inventer des convergences là où il n'y en avait pas au sein du mouvement féministe. L'objectif du Comité d'orientation était de tenter au mieux, avec les énergies et ressources disponibles et sur la base des principes du texte fondateur, d'organiser une démarche ouverte, participative et accueillante, tout en minimisant les rapports de pouvoir entre participantes, sans prétendre pouvoir tout résoudre ni tout aborder. Aussi structurante et importante qu'a été cette démarche pour le mouvement féministe au Québec, il est clair et même très sain que tout ne commence ni ne finisse avec les États généraux!

Nous avons voulu créer un espace de fierté et d'appartenance au mouvement. À cela, on peut dire mission accomplie! À la lecture des évaluations des participantes, nous apprenons qu'elles sortent fières de leur participation, de la démarche et des résultats. Nous avons voulu que la démarche permette la création de nouvelles solidarités. C'est dans l'apprentissage, l'écoute et l'échange que nous avons pu dégager des perspectives pour l'avenir, qui ancrent justement cette solidarité renouvelée et renforcée.

Les EG sont une étape vers l'avenir, un moment de mise en commun des réflexions, des stratégies de lutte et de ressourcement du mouvement féministe autonome. Par le renforcement des solidarités, nous avons adopté des pistes qui orienteront nos luttes dans les années à venir. Mais les réflexions se poursuivent et doivent s'ancrent dans l'action collective.

Une société féministe à construire

Les États généraux ont permis aux féministes de mettre le cap sur des changements profonds en interpellant les pratiques et les orientations de tout mouvement qui souhaite rassembler les forces vives de la société. Les propositions sont ambitieuses, car elles suggèrent une rupture avec les systèmes de production des inégalités. Elles interpellent tous les mouvements sociaux sur leur analyse actuelle de la démocratie, des rapports sociaux de sexe, du rôle du capitalisme dans le renforcement des problèmes vécus par notre société. Les EG proposent finalement que les mouvements sociaux se questionnent sur leurs stratégies, pour mieux orienter leurs énergies, pour s'attaquer aux systèmes qui créent les inégalités et pour développer une vision globale qui tienne compte de la façon dont ces systèmes d'oppression interagissent les uns avec les autres. Dans cette optique, les EG interpellent l'ensemble des mouvements sociaux pour qu'ils créent ou renforcent leurs alliances avec le mouvement féministe.

Les propositions adoptées sont ambitieuses et interpellent tous les mouvements sociaux, toutes les organisations féministes ainsi que toutes celles et ceux qui veulent contribuer au projet féministe de société. Elles appellent à un travail de réflexion dans les organisations, les collectifs, pour identifier les changements à apporter aux pratiques et aux priorités de travail et d'action que nous portons dans chaque milieu de militantisme.

Nous venons d'asseoir notre vision de l'avenir. Nous sommes arrivées à la fin d'un long processus. **Mais c'est maintenant que le vrai travail commence.** Les rencontres, la tournée et les discussions nous ont permis de tisser des liens de solidarité qui nous donneront la force de passer de la délibération à l'action.

Nous avons amorcé un nouveau chapitre pour notre mouvement. Nous avons des idées à proposer pour transformer un monde marqué par des divisions, des injustices et des inégalités. **Nous avons la ferme conviction que le féminisme offre une vision d'espoir pour un monde en recherche de liberté, d'égalité, de paix, de justice et de solidarité.**

Notre projet féministe de société s'appuie sur la ferme conviction que toutes ont leur place dans la société. Qu'il est essentiel de ne laisser personne derrière dans la grande marche vers l'égalité. La violence envers les femmes n'a plus sa place, pas plus que toute pratique patriarcale. Le slogan de la Marche mondiale des femmes affirme que « Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche ».

Nous avons la ferme conviction que le féminisme offre une vision d'espoir pour un monde en recherche de liberté, d'égalité, de paix, de justice et de solidarité.

Nous appelons le mouvement à dénoncer et à contester, avec encore plus de vigueur, l'incapacité de la logique capitaliste à répondre aux besoins de l'humanité tout en exploitant nos corps et nos territoires. Notre mouvement annonce son virage écologiste, car nous appartenons à la terre et il faut en prendre soin pour les générations à venir.

Notre mouvement cherche à rompre avec l'exclusion et la domination, ici et ailleurs dans le monde. Notre mouvement tient à développer une relation égalitaire et juste avec les peuples et les nations autochtones avec lesquels nous vivons, au Québec et partout dans le monde. Si notre destin est pour toujours lié à celui de ces peuples, notre action l'est aussi.

Le mouvement féministe ne s'est jamais écrit au singulier : il est pluriel. C'est l'une de nos grandes forces. Nous sommes appelées à apprendre les unes des autres et à développer la solidarité dans le respect de nos différences.

C'est maintenant à nous de mettre cette force en action. Transformons nos idées et nos espoirs en projets et en stratégies nouvelles.

Dès lors, nous appelons toutes les féministes, tou.te.s nos allié.e.s à prendre connaissance des nos pistes d'action et à les mettre à l'ordre du jour de leurs actions. En quoi vous interpellent-elles? En

quoi peuvent-elles changer vos priorités et vos pratiques? En quoi peuvent-elles faire évoluer vos alliances? Comment interpellent-elles vos pratiques démocratiques, vos instances et vos processus décisionnels? Autrement dit, qui prend les décisions, qui vous représente et qui prend la parole dans vos espaces de lutte?

Nous appelons les femmes, les féministes, les groupes de femmes, les collectifs, les comités de condition féminine, toutes les personnes et groupes alliés à s'engager à mettre ce projet féministe de société en action. Les changements et les transformations de la société vont se faire avec, par et pour les femmes, pour toute la société. **Aujourd'hui nous sommes des milliers, demain nous serons toute une société.**

C'est sur cette note que les femmes ont clôturé la démarche. **C'est maintenant à chacun.e d'entre nous, peu importe notre genre, que nous soyons dans une organisation ou un collectif, ou simplement une personne soucieuse de la justice et de l'égalité pour les femmes, de penser à faire vivre les propositions qui suivent.**

Elles réfèrent à un ensemble d'enjeux qui interpellent nos façons de vivre ensemble, l'ordre économique, la violence envers les femmes, la vision de l'avenir du Québec, le respect des territoires et de la terre, la santé et le bien-être des femmes, la biodiversité.

Elles appellent les mouvements sociaux mixtes à intégrer une analyse féministe dans leur travail au quotidien. Elles interpellent les organisations qui travaillent essentiellement avec des personnes issues de la communauté majoritaire francophone blanche à s'ouvrir à la diversité. Elles interpellent les progressistes sur la manière de développer une relation d'égal à égal avec les peuples autochtones.

Elles interpellent toutes les personnes qui veulent aller aux sources, aux racines des problèmes et combattre l'ensemble des systèmes d'oppression. **Elles interpellent quiconque souhaite un projet de société ancré dans les valeurs de justice, d'égalité, de paix, de liberté et de solidarité.**

C'est maintenant à chacun.e d'entre nous, peu importe notre genre, que nous soyons dans une organisation ou un collectif, ou simplement une personne soucieuse de la justice et de l'égalité pour les femmes, de penser à faire vivre les propositions qui suivent.

10

Consulter les [propositions adoptées](#)

Le comité d'orientation des États généraux

Claire Aubin, Marie-France Benoît, Leila Bdeir, Alexa Conradi, Marie Céline Domingue, Marie-Ève Duchesne, Samira Laouni, Chantal Locat, Nadia Lopez, Katherine Macnaughton-Osler, Sylvie Méryneau, Viviane Michel, Délice Mugabo, Karine Myrgianie Jean-François, Blanche Paradis, Isabelle Picard, Sandrine Ricci, Anne St-Cerny.